

Première Convention Internationale
Pour une Approche Territoriale du Développement
Marseille 5/7 mars 2007

Synthèse des Ateliers du 6 mars 20007
Par Xavier Gizard, Secrétaire général de la CRPM

Monsieur le Délégué,
Madame la Représentante du Royaume d'Espagne,
Monsieur le Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Monsieur le Président de la Conférence des Régions Périphériques et Maritimes d'Europe,
Monsieur le Représentant du Programme des Nations Unies pour le Développement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Présidents de Régions,
Mesdames et Messieurs,

J'ai la charge périlleuse de tenter de vous restituer à chaud une synthèse de vos travaux des deux derniers jours. Naturellement je n'y parviendrai pas tant la matière a été riche ; mais au moins vais-je tenter d'en retenir quelques éléments sans que ceux qui se sentiraient oubliés ne m'en veuillent. Demain, nous nous livrerons à une restitution approfondie des dires de chacun.

Qu'il me soit permis, au préalable, de remercier vivement M. Antoine Joly pour l'appui apporté par le Ministère français des Affaires Etrangères à cette manifestation et de dire à Madame Noguerol la disponibilité de la CRPM si elle souhaite associer nos Régions à la rencontre que souhaite organiser le Royaume d'Espagne sur le même sujet. Je voudrais aussi remercier chaleureusement les étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence qui vous ont patiemment écoutés hier et qui m'ont fourni un compte-rendu détaillé de chacun des 12 ateliers auxquels vous avez participé.

Ce qui ressort de vos travaux, de ceux de ces douze ateliers, Mesdames et Messieurs, c'est une force nouvelle dont vous vous êtes fait les porte-paroles : des milliers et des milliers d'acteurs anonymes, humbles, saisissant à bras le corps les réalités du 21^{ème} siècle, là où ils se trouvent, c'est-à-dire sur un territoire, et cherchant, à leur niveau, leur niveau régional et local, à fourbir les réponses du temps présent face aux réalités de la globalisation.

Deux leçons ressortent de vos témoignages et de vos interventions. Et c'est autour d'elles que je voudrais structurer cette restitution :

- la première, c'est que, contrairement au titre d'un ouvrage récemment publié par un journaliste d'Amérique du nord, la Terre n'est pas plate, vraiment pas plate. Il utilise cette image pour dire que les nouvelles technologies de l'information entraînent une 3^{ème} étape de la mondialisation mettant en concurrence directe les 6 milliards d'individus qui peuplent la planète.
- La seconde, pour paraphraser une candidate à la Présidence de la République française à propos des banlieues de ce pays où vivent de nombreux jeunes d'origine étrangère, c'est que les Régions ne sont pas un problème, elles sont une partie de la solution aux défis de la mondialisation.

C'est ce socle, issu de votre expérience, qui structure une approche territoriale du développement.

La Terre n'est vraiment pas plate. M. Abdel Haï Bousfiha, Secrétaire Général du Conseil National de l'Habitat, l'a très bien dit à propos de son pays : « Le Maroc doit accéder à la mondialisation sans perdre son identité ». Il résume le sentiment général exprimé par vous tous.

Certes la Terre se trouve aplanie par la modernité technologique des moyens d'échange : la révolution numérique, les moyens de transport et leurs coûts dont la réduction intensifie la circulation des informations, des biens, des capitaux et des personnes.

Certes des menaces unifiantes pèsent sur les conditions même de la vie humaine (changement climatique, risques de pandémies, gestion de l'eau et des sources d'énergie).

Mais si ce globe est menacé de platitude technique l'Humanité, elle, n'est pas plate. Tout au contraire l'ensemble de vos témoignages ont rendu compte non seulement de son extrême diversité mais, davantage encore, du fait que seule la prise en compte, la reconnaissance, la valorisation de cette diversité, une acceptation de l'infinie différence de chacun des territoires de peuplement humain, seule cette acceptation pourrait permettre d'entraîner les populations, les citoyens, sur les chemins du développement.

Ce qui ressort d'abord de tous les ateliers c'est cette affirmation issue de votre expérience de responsables régionaux et locaux, de responsables nationaux et internationaux, de militants des ONG : la première étape d'une démarche de développement passe par une association des populations concernées à l'expression de leurs besoins et à l'élaboration de réponses à ces besoins. Et cette association doit impliquer tous les acteurs dans un multi partenariat, sur une base territoriale. Vous demandez une réponse décentralisée à la mondialisation.

Il y faut alors les méthodologies nécessaires comme la méthodologie ART-GOLD.

Il y faut les cadres nécessaires aussi bien administratifs qu'élus, avec les besoins d'échanges de bonnes pratiques nord-sud, sud-sud, nord-nord.

Et ceci sur une base territoriale vers laquelle se réorientent les Agences des Nations Unies telles que le BIT ou la FAO.

Le territoire : il ressort comme une certitude face aux défis de la mondialisation, tout simplement parce que c'est là que vivent les êtres humains. Encore faut-il préciser.

Vous faites état de la mutation du rôle des collectivités territoriales, liée à la mondialisation, en termes de défis thématiques et, du coup, de capacités des collectivités et de leurs agents à répondre, de manière qualifiée, aux attentes et aux nouveaux besoins.

Vous vous interrogez sur les bonnes échelles territoriales pour diagnostiquer les problèmes et y apporter les réponses satisfaisantes. Vous constatez la dispersion lorsque le territoire est trop segmenté, trop « local » (Angelino Garzon de Colombie, Irina Rekchan de Saint-Pétersbourg). Et vous demandez que l'on structure des territoires cohérents (atelier 5) pour lutter contre la dispersion des efforts. Vous demandez le renforcement de l'échelon régional comme l'échelle méso économique, sociale et environnementale.

Mais vous n'êtes ni naïfs ni utopistes. Vous ne demandez pas l'exclusivité pour les Régions. Vous plaidez pour une gouvernance, une approche « multi niveaux », du local au mondial en passant par l'Etat qui reste garant de grandes ambitions de base telles que l'éducation, l'organisation de la prévention des catastrophes naturelles ou la résolution des conflits. Vous demandez cette combinaison des efforts et que, sur cette base, on bâtisse, de manière utile, les cadres juridiques et financiers de chaque échelon.

Vous demandez partout ce croisement entre les savoir-faire locaux et les savoir-faire globaux en misant sur ce mixte pour valoriser la spécificité de chaque territoire (Abdelhadi Benallal, Atelier 6 sur l'alimentation).

Vous demandez la sécurité pour les stratégies de développement. L'un a parlé de programmes à 25 ans. J'ai pour l'instant en tête le témoignage de Danuta Hübner sur l'expérience de la politique régionale européenne qui donne déjà pas mal de visibilité sur leurs ressources aux acteurs régionaux : 7 ans garantis pour des projets structurants. Les autres organisations continentales et mondiales pourraient-elles s'inspirer de cet engagement de financement pluriannuel ?

Toujours dans le domaine des ressources financières vous regorgez d'expériences et de propositions :

- une fiscalité favorable aux énergies renouvelables et aux constructions « éco convenables » (expérience entre la Norvège et la Chine),
- des tarifs différenciés pour l'eau,
- le micro crédit et les mutuelles de proximité pour la santé,
- une grande idée qui serait la dette énergétique des pays développés par rapport aux pays pauvres (Madame Essop).

L'autre apport très net de vos travaux porte sur la prise en compte de l'exigence de développement durable, de compatibilité entre la croissance, l'emploi, et la sauvegarde de la planète. Vous parlez d'une « conscience solidaire dans la gestion de l'eau » (Vice Président de Provence-Alpes-Côte d'Azur). Vous faites de même en matière de sources d'énergie ou de réponses au changement climatique. Cette attitude là, si partagée, est nouvelle même si certains d'entre vous soulignent avec justesse que lorsqu'on se trouve dans une situation de survie à court terme la perspective de durabilité ne peut réellement être prise en compte. Mais dès que l'on est dans une dynamique de développement, la voilà qui revient comme le souligne un représentant chinois.

Sur cette double exigence de développement et de durabilité vous prônez plusieurs principes pour l'action :

- qu'une logique de coopération prévale sur une logique de compétition entre les territoires,
- que l'on aille vers une compétitivité durable prenant en compte les coûts induits par une compétition à outrance.

Vous misez sur la connaissance. Vous misez sur la valorisation du facteur humain en particulier à travers deux dossiers :

- celui de l'éducation de base, en premier lieu, avec la tâche indispensable, urgente, de mettre fin au retard des filles dans ce domaine,
- celui des migrations dont vous soulignez l'apport aux dynamiques territoriales. Vous soulignez aussi dans quelles situations se trouvent les territoires de départ et les territoires d'accueil faute de cadres législatifs et réglementaires nationaux, continentaux, mondiaux qui accompagnent cet accroissement des déplacements humains. Vous soulignez les incohérences de l'Union Européenne. Vous soulignez le besoin de canaliser le retour d'argent vers le pays d'origine. Vous mettez l'accent sur le co-développement et sur ses conditions de sécurité.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quelques éléments retenus dans vos débats. Vous n'avez aucune demande de monopole. Vous souhaitez que les bonnes personnes et les bonnes institutions travaillent aux bonnes échelles territoriales, du local au global, parce que pratiquement chacun des

défis du 21^{ème} siècle, chacun des objectifs du Millénaire, relèvent, en effet, de toutes ces dimensions.

Et vous dites, pour votre part, que échelon régional est prêt à apporter son énergie nouvelle à cette mobilisation de tous.